

Procédure de décision manipulée

Opérations pour faire accepter un parc éolien

Les promoteurs d'éoliennes, spécialistes des ventes aux gouvernements, ont mis au point des méthodes de persuasion où ils proposent des avantages importants aux services de décision mais non à ceux qui sont lésés par les installations, ce qui a probablement été étudié pour la légalité (à vérifier) mais qui biaise le choix de la bonne solution.

Après qu'on ait démontré les avantages qu'une commune puisse retirer des éoliennes, celle-ci, bien qu'elle ne soit plus alors un juge indépendant, peut favoriser un investissement déficitaire dont les dettes devront être remboursées pendant 15 ans par les consommateurs d'électricité devant payer un prix plus élevé pour leur électricité (y compris par les Flamands et les Bruxellois pour des éoliennes en Wallonie). Pour conclure de genre de transaction, la région doit donner son accord.

Les vendeurs proposent aussi une location généreuse au fermier qui a la chance de se trouver sur le point de pose mais pour un terrain qui a une superficie ridiculement petite par rapport à l'étendue des nuisances de l'éolienne. Si les individus qui ont monté des entreprises éoliennes disparaissent avec la caisse le jour proche où les subsides seront supprimés (comme au Danemark et en d'autres pays), les fermiers seront condamnés à [démonter des mats](#), ce qui leur fera perdre leur ferme.

La procédure de décision semble assez astucieuse mais est assez éloignée de l'économie de marché. Le coût pour les futurs consommateurs d'électricité est élevé car la procédure évite les appels d'offres concurrentes. La France a une situation énergétique semblable à celle de la Belgique. Le lobby des éoliennes y a été identifié, surveillé et analysé. Ses méthodes ont suscité des oppositions virulentes (voir : L'Arnaque de l'éolien industriel français [14, 36] ou [L'éolien : la grande arnaque](#) ou [Le racket des certificats verts](#)). Des affairistes sont ainsi devenus milliardaires (en anciens francs).

Les limitations du pouvoir des politiciens

Après plusieurs scandales où des affairistes s'étaient entendus avec des politiciens au XIXe siècle, les États modernes se sont dotés de procédures de passation des marchés avec appel d'offres et vérifications des documents à plusieurs niveaux. C'est ainsi que les affaires publiques ont été mieux gérées et que les contribuables ont eu des services à moindre coût. C'est ainsi que la corruption a été évitée ou minimisée.

Contournement des garde-fous des pays civilisés

La procédure pour favoriser les parc éoliens incite à la corruption et remplace les procédures des États européens par celles de républiques bananières. Suite à ces pratiques presque mafieuses, le sens civique s'émousse. Victimes d'injustices, les citoyens se mettent à mépriser les autorités. Il se forme des clans dans les villages entre partisans et adversaires puisque les décisions ne sont plus basées sur des critères objectifs.

Ces méthodes semblent avoir été utilisées d'abord au Danemark et en Allemagne. Les méthodes du lobby allemand sont admirées dans [33]. Les lobbyistes y ont convaincu des syndicalistes allemands que les éoliennes étaient indispensables pour donner du travail aux ouvriers des industries mécaniques et à les faire manifester pour qu'on prolonge les subsides aux éoliennes. Pendant la crise qui a suivi la Révolution de 1848, des ateliers nationaux employaient des chômeurs en France pour fabriquer des produits qui se sont avérés inutiles (pas encore des éoliennes). L'expérience des ateliers nationaux est une célèbre expérience économique ratée et elle est maintenant renouvelée avec les éoliennes.

L'[histoire des décisions de la Commission européenne](#) a été écrite par un sympathisant vert. Il faut s'habituer au langage codé des documents officiels. Les règlements s'appliquent au 'renouvelable'. On ne cite pas l'énergie éolienne, bien qu'il n'y ait qu'elle qui entre dans cette catégorie qui, comme précisé ailleurs, ne porte que sur la génération d'électricité dont l'hydro-électricité a été spécialement évalué.

ailleurs, ne porte que sur la génération d'électricité dont l'hydro-électricité a été spécifiquement exclue. Les subsides garantis s'appellent le 'feed-in tarif'.

La Commission a publié en 1999 une comparaison du développement éolien suivant les subsides alloués. L'historien constate que c'est dans les pays où les subsides étaient garantis et les plus élevés (solution des Verts) que l'on a dévasté la campagne avec le plus d'éoliennes. Les pays qui protégeaient mieux leur paysages (U.K) étaient moins dévastés. Des officiels semblent s'étonner que la concurrence (solution néolibérale par appel d'offres) ne donne pas de meilleurs résultats. La solution la moins chère pour les consommateurs n'est pas évoquée. Ce qui est appelé l'acceptation par le public dans le langage codé est assez surprenant, le public étant devenu les promoteurs. Une « décision - qui réduit les profits excessifs - peut s'avérer impopulaire et politiquement difficile à faire passer, car les promoteurs ont un fort intérêt économique à s'assurer que continuent les hauts niveaux de paiement. »" (page 11).

D'où viennent les méthodes pour vendre de l'éolien ? La méthode a été [promue au Danemark](#), en Allemagne et en Espagne avant d'être adoptée par l'Europe. Une justification de ces méthodes se trouve dans un [document](#) (du 2 juin 1999) fixant la politique des Verts au Parlement Européen. Ce papier n'est qu'un document de travail (en anglais) puisqu'il n'est pas écrit de façon suffisamment politiquement correcte pour être diffusé. Le site Internet qui le diffuse maintenant est spécialisé pour retrouver les anciens documents secrets qui ont eu de l'influence sur la « grande politique », comme les comptes-rendus des conférences [Bilderberg](#), mais rien n'authentifie ces révélations qui pourraient être des fictions assez intelligemment conçues pour expliquer les dessous de la scène politique. L'auteur peut n'être que le porte-parole d'un lobby caché.

L'argumentation de ce document est basée sur les études montrant qu'il y a assez de vent en Europe pour fournir l'énergie électrique nécessaire (ce qui est le cas si on couvre l'Europe d'éoliennes : une par km²). Les Verts (tout en ignorant superbement l'intermittence) croient que les besoins européens peuvent être satisfaits « par des énergies non polluantes, inépuisables et renouvelables. Cela éviterait le CO₂ et les radiations nucléaires, tandis que cela laisserait les paysages mieux intacts » (sic !).

Les Verts demandent une directive européenne garantissant que les renouvelables auront un accès automatique au réseau pour vendre leur production, ce qu'ils ont obtenu mais qui est techniquement [intenable aujourd'hui](#) dans un réseau saturé par des pointes d'énergie fournies par des renouvelables intermittents.

Prix total garanti au lieu de concurrence

Comme les appels d'offres mettent les renouvelables dans une compétition de prix qui leur est préjudiciable, les Verts demandent des prix garantis qui ont plus de succès tandis que les appels d'offres sont inefficaces. Les prix garantis signifient que les appels d'offres sont supprimés et qu'il suffit de persuader le responsable à chaque niveau pour obtenir un marché particulièrement rémunérateur. Des chasseurs de contrats courtisent les responsables politiques et semblent leur faire des offres qu'ils ne peuvent pas refuser. Ces chasseurs revendent ensuite ces signatures à des firmes respectables comme les grandes entreprises traditionnelles d'électricité, lesquelles semblent ne plus oser se commettre dans ces transactions douteuses (Le projet de La Roche a été initié en 2001). Le prix d'une signature dans une commune française est estimée à 1 million d'euros par éolienne de 3 MW, d'après [36]. Le [bénéfice](#) d'une éolienne est bien [supérieur](#).

Une autre méthode pour payer ceux qui délivrent les autorisations et ceux qui pourraient s'y opposer est de les embrigader dans une [coopérative pour exploiter le parc éolien](#). Les risques et les bénéfices sont empochés par le promoteur tandis que les clients, parfois des [enfants](#), touchent des intérêts à peine supérieur à ceux du marché.

Dans la [directive politique de 1999](#), les Verts se plaignent de ne pas être entendus par la Commission européenne. On ne sait pas ce qui s'est passé pour que celle-ci accepte leurs demandes de prix garantis (alors que les Verts sont très loin d'être majoritaires), et acceptent cette politique qui fait « installer des éoliennes industrielles dans les quelques restants de la campagne où les humains et la vie sauvage

coexistent encore de façon raisonnable. » (Lovelock).

Il y a tant d'intérêts particuliers en jeu dans le montage de [l'arnaque de l'éolien](#) qu'il ne faut probablement pas chercher d'autres explications. Il est dommage que la Commission européenne se soit impliquée dans cette opération (balayant ainsi les lois pour prévenir la corruption) et ait ainsi compromis son droit au respect. Entre temps, les subsides à l'éolien vont faire perdre à l'Europe plusieurs points de pourcentage de son pouvoir d'achat tandis que ceux qui s'enrichissent ainsi ne récoltent qu'une petite fraction des sommes perdues en travaux inutiles et mêmes nuisibles.

Le coût d'une mauvaise politique

Si 10% de l'électricité belge (82 TWh produit en 2005, 92 TWh consommés en 2006) était fournie par l'éolien avec un subside de 70 €/MWh, le [surcoût annuel pour les consommateurs d'électricité](#) serait de 574 M€/an ou, sur les 15 années subsidiées de 8,61 G€. Un seul réacteur nucléaire (1 GW) fournit à peu près la même énergie (7,9 TWh) à une fraction de ce coût. La perte de pouvoir d'achat par Belge serait de 0,3% mais la solution éolienne oblige indirectement à utiliser du gaz naturel deux fois plus cher que le nucléaire, soit une perte supplémentaire de pouvoir d'achat de 74 TWh x 38 €/MWh = 2,8 G€ ou 1% du produit national belge. Cette politique nous coûte 1,3 % de notre pouvoir d'achat chaque année. Ces options erronées n'ont réduit l'émission de gaz à effet de serre que dans la mesure où le charbon a été remplacé par le gaz naturel dans les centrales électriques, l'effet de l'éolien étant négligeable (ou négatif au Danemark).

Une autre façon de calculer approximativement le surcoût de l'éolien est le suivant. Si le coût de l'éolien par kWh est 3 fois plus élevé, le prix global pour un pays fournissant 10 % de son électricité par l'éolien (c'est à dire, ayant 50 % de puissance éolienne) passe de 100 % à [(90 + 3*10) =] 120%.

La corruption a souvent été admise par un dirigeant ou un parti comme moyen de récompenser ses fidèles supporters. Cette corruption ne devient prohibitive que quand elle fait prendre des décisions anormales qui réduisent la croissance économique et démotivent ceux qui veulent être efficaces. L'affairisme autour de l'environnement semble avoir dépassé cette limite puisque le moyen de s'enrichir par la corruption implique aussi la destruction des valeurs immobilières, du cadre de vie et de la santé. Des politiciens réputés se plaignent qu'ils ne peuvent plus faire progresser leur pays à cause de ce qu'ils appellent des "intérêts spéciaux" tels que le lobby éolien.

Le rôle des lobbies antinucléaires

La politique des Verts, définie par le document cité ci-dessus comme par beaucoup d'autres, fait croire qu'on ne peut pas être Vert sans être antinucléaire. Un parti vert se fait appeler 'Gaïen' pour récupérer la notoriété de J. [Lovelock](#), un écologiste pro nucléaire, auteur de « Gaïa, une terre vivante ».

D'après une vision courante de la politique, si l'on est de droite, on est pour toutes les idées de droite. Si l'on est de gauche, on doit admettre toutes les opinions du parti, y compris une attitude antinucléaire. Les gens ne fonctionnent pas comme cela. D'après la charte des Verts, si l'on est contre la pollution, on doit être aussi [contre le nucléaire](#), bien qu'il ne produise pas de gaz à effet de serre. Par contre, les Verts peuvent être pour la nature tout en acceptant de détruire les patrimoine touristique et les paysages naturels par des parcs éoliens.

Depuis 2007, on fait croire aux Verts que le renouvelable intermittent (l'éolien) peut compenser les périodes improductives grâce à un réseau de pylônes électriques à construire et qui serait capable de transférer sans pertes importantes des énergies énormes au travers de l'Europe entre des régions où les vents vont miraculeusement se compenser. Les Verts, égalitaires, croient que la construction de ce transport électrique est une question de volonté et pas de contraintes techniques et financières. Ils veulent que toutes les régions participent à l'installation d'éoliennes alors qu'il est plus rentable d'installer les éoliennes là où il y a le plus de vent et non dans les Ardennes, une région avec des vents faibles et irréguliers.

L'échec de la politique éolienne

Le taux de CO2 n'a [pas diminué](#) dans les pays ayant beaucoup d'éoliennes (Le Monde, 17 février 2008), ce qui est normal, étant donné [l'impact total faible ou négatif des éoliennes](#). La [gestion du réseau électrique au delà de 50% de puissance éolienne \(ou 10% d'énergie éolienne\) est devenue trop compliquée](#) au Danemark malgré la proximité de la Norvège qui accepte de l'intermittent pour ses stations de pompage mais qui paie l'intermittent au prix du marché, c'est à dire, à un prix presque nul. Au Danemark, les responsables de la politique éolienne ont été balayés en 2003 et on n'a plus installé d'éoliennes depuis 2 ans.

La [corruption est connue](#) mais n'est pas toujours prouvable en justice aux États-Unis. [Certains propriétaires en profitent et les autres en souffrent](#).